

Le débat du samedi

L'université peut-elle se permettre de dire à ses étudiants ce qui est bien et ce qui est mal ? Emmanuelle Danblon (ULB) et Bart Pattyn (KUL), présentent leurs visions contrastées de la place de l'éducation aux valeurs à l'université.

« Les rendre libres d'appliquer la pensée critique à leurs opinions »



Emmanuelle Danblon

Professeur de linguistique et conseillère pour les valeurs du Recteur de l'ULB

En septembre 2006, le Recteur de l'ULB, Philippe Vinccke, a pris l'initiative de lancer une réflexion en profondeur sur le principe du libre examen. Inscrit dans les statuts de l'ULB, ce principe est au départ celui qui est constitutif de la méthode scientifique, dans la science moderne en général. Il s'est ensuite étendu à une attitude éthique selon laquelle on cherche à libérer la pensée de tout dogme et de tout parti pris.

Le but du Recteur était d'inviter la communauté universitaire à se pencher sur ce principe et sur sa signification dans la société d'aujourd'hui. La société a évolué. Le libre examen a-t-il évolué lui aussi ? Et si oui, dans quel sens ?

« L'Université Libre de Bruxelles fonde son enseignement et sa recherche sur le principe du libre examen. Celui-ci postule, en toute matière, le rejet de l'argument d'autorité et l'indépendance de jugement. » C'est ce que disent les statuts de l'ULB. Mais ce principe sur lequel l'ULB dit fonder son enseignement et sa recherche est parfois considéré aujourd'hui soit comme un principe autoritaire – « De quel droit l'ULB serait-elle la seule à prétendre afficher une telle attitude ? » – ou comme un principe hypocrite – « Ces champions du libre examen l'appliquent-ils autant qu'ils le prétendent ? » L'ULB est ainsi interpellée quant à son identité profonde et mise au défi de reconsidérer la nature de ses liens avec l'attitude libre examinateur.

Ces questionnements ont été à la source d'un désir de repenser le libre examen et ses applications aujourd'hui. Loin d'estimer qu'elles étaient une fois pour toutes du bon côté sans plus devoir se soucier d'appliquer la critique à elle-même, la direction de l'ULB a fait le pari que la pensée critique pouvait aujourd'hui encore – et peut-être aujourd'hui surtout – s'appliquer à elle-même. La démarche initiée par le Recteur a pour but avoué de repenser le principe du libre examen à nouveaux frais. Une telle démarche doit être entreprise sans peur, sans idée préconçue et avec une certaine forme de courage face à l'inconnu. Voilà le défi que le « chœur des valeurs » de l'ULB avait décidé de proposer à la communauté universitaire.

Les activités organisées dans ce cadre au cours de l'année académique dernière ont visé à sensibiliser la communauté universitaire à la problématique. Elles ont débuté par une grande conférence de Caroline Fourest (Sciences Po, Paris) sur « Le choc des préjugés ». Ensuite, les membres de la communauté universitaire ont été invités à exprimer leur vision du libre examen par l'humour et l'autodérision, dans le cadre d'un concours de caricatures sur le libre examen lui-même. Enfin, la direction a mis sur pied une journée de sensibilisation à l'argumentation, afin de re-

nouer activement avec la culture du débat.

Un an après le lancement du chantier, quel bilan provisoire pouvons-nous en tirer ? Manifestement, la question du libre examen aujourd'hui révèle différentes positions, différentes sensibilités, au sein même de la communauté universitaire de l'ULB. Certains de ses membres se sont révélés viscéralement attachés à ce principe, tel qu'exprimé dans les statuts. D'autres y voient comme un « catéchisme laïc » – voire laïcard – comme si l'ancienne attitude libre était en quelque sorte devenue la source d'une nouvelle forme d'oppression de la pensée. Dans cette vision des choses, la distribution des rôles se serait inversée : le dogmatisme aurait changé de camp.

Nombreux, en tout cas, sont les membres de la communauté universitaire à se sentir concernés par le débat. L'intensité émotionnelle des débats en cours en est la preuve, et les événements de l'année passée ont confirmé qu'il était urgent et nécessaire de repenser la question du libre examen aujourd'hui. La première mission était remplie. Mais l'expérience menée jusqu'ici a révélé en même temps la grande difficulté qu'il y a à entreprendre des débats à la fois réellement féconds et respectueux de tous.

L'Université ne prétend donc pas enseigner à ses étudiants des valeurs qui seraient jugées meilleures que d'autres.

C'est la raison pour laquelle la direction de l'ULB a décidé d'organiser cette année de nombreux débats au sein de la communauté universitaire, pour tous ses membres, et dans un premier temps, uniquement organisés par et pour eux-mêmes. Le but poursuivi est de prendre le temps d'exprimer et d'argumenter les différentes positions et sensibilités qui composent le paysage de notre université aujourd'hui, vis-à-vis de son héritage officiel. Simultanément, il convenait de proposer un cadre à partir duquel les questions pouvaient être posées avec quelque précision, quitte à ce que certains expriment leur désaccord sur la proposition elle-même – le débat pouvant commencer par porter sur les prémisses à partir desquelles il avait été posé.

Au fil de la mise en œuvre du « chœur des valeurs », nous avons pris conscience du fait qu'une culture du débat n'était pas aussi évidemment acquise à l'ULB qu'on aurait pu le croire. Et pourtant, l'initiation à la pratique de la pensée critique devrait être la cheville ouvrière de l'application active du principe du libre examen.

C'est pourquoi la direction de l'ULB a décidé de proposer à ceux qui le souhaitent, outre les débats, une initiation à la pensée critique destinée à favoriser l'apprentissage

et l'usage des outils de mise en œuvre du libre examen. Apprendre à critiquer une position, à observer les enjeux, mais aussi à prendre à la fois la position de la libre pensée, et ne se priver pas de le clamer haut et fort. Mais la fin des grands récits a dilué leurs certitudes philosophiques. Les idéaux se sont effrités et leurs engagements idéologiques ont faibli.

L'Université Libre de Bruxelles ne prétend donc pas enseigner à ses étudiants des valeurs qui seraient jugées meilleures que d'autres. Elle tente de les rendre libres et responsables d'appliquer la pensée critique à leurs propres opinions, tout autant qu'à celles des autres. ■

« Leur apprendre en quoi consiste la responsabilité morale »



Bart Pattyn

Philosophe et théologien, directeur du « Overlegcentrum Ethiek » de la KU Leuven

Dans les années 60 encore, les universités libres de ce pays adhéraient à des idéologies bien arrêtées. Elles se réclamaient soit du catholicisme, soit de la libre pensée, et ne se privaient pas de le clamer haut et fort. Mais la fin des grands récits a dilué leurs certitudes philosophiques. Les idéaux se sont effrités et leurs engagements idéologiques ont faibli.

Progressivement, nos universités se sont profilées comme pluralistes en définissant leurs buts davantage en fonction d'objectifs économiques que philosophiques. La formation morale n'y est plus prioritaire. Leurs enseignants sont convaincus que leurs respon-

sabilités se limitent au transfert neutre de compétences et de connaissances objectives. Ils considèrent généralement l'éthique comme une discipline spécialisée, qui se focalise principalement sur les codes de comportement de certaines professions. La morale, au sens classique du terme, ne semble plus de notre époque. Depuis que Tintin a perdu son innocence au Congo, on estime plus intelligent de laisser aux étudiants le libre choix de bâtir eux-mêmes leur morale. À première vue, l'engagement moral au sens classique s'est donc fortement affaibli.

Je prendrai le contre-pied de cette position en disant que l'attitude réservée qui prévaut aujourd'hui envers la morale ne repose pas sur un engagement trop faible, mais paradoxalement bien trop fort. La gêne que suscite l'éducation morale n'est pas la conséquence d'une indifférence ou d'une incapacité à prendre des décisions. Non, elle est due à un engagement idéologique alternatif.

Le réflexe généralisé consistant à qualifier les règles de savoir-vivre de dépassées, nostalgiques, voire élitistes ou paternalistes, est motivé par le désir utopique d'une conception sociale où personne n'aurait à se sentir coupable de se tromper ou d'échouer, une conception débarrassée de toute idéologie hiérarchisante créant des différences entre les individus.

Cette utopie nous pousse à déconsidérer les distinctions entre ce qui est « convenable » et ce qui n'est pas, entre ce qui est « profond » et ce qui n'est que « superficiel ». N'induisent-elles pas des différences de perception et de traitement entre les gens qui se comportent bien et les autres ? Or une telle différence menace le droit à l'équivalence, à l'égalité. À éviter donc.

Les gens doivent avoir l'impression que la valeur morale garde un caractère purement privé et que personne ne peut s'exprimer sur la qualité morale de leurs préférences personnelles. Chacun devrait au moins pouvoir cultiver l'illusion que la vie qu'il mène est aussi légitime, aussi juste que celle de n'importe qui d'autre.

Pour le dire autrement, cette utopie a besoin d'une ambiance libre, désengagée. Personne n'appréciera que cette ambiance soit troublée par des remarques moralisantes. Voilà pourquoi il faut évaluer la morale.

Du point de vue de cet engagement alternatif, il n'est pas étonnant qu'en tant qu'intellectuels indépendants, de nombreux jeunes universitaires s'identifient plus volontiers à la jeunesse qui explore les frontières de la bienséance qu'à des sages moralisateurs. Cette sympathie ne repose pas sur un manque de sérieux, mais bien sur la conviction qu'un engagement

pour une cause juste, quelle qu'elle soit, est susceptible de déboucher sur un diktat ou de se faire paternaliste. C'est précisément ce que la mentalité actuelle veut éviter. Plutôt que d'apporter une interprétation positive aux finalités de la liberté, elle opte pour un concept négatif de liberté, qui implique de laisser à tout individu le choix sur la façon de se réaliser au niveau moral. Plutôt que d'apprendre aux étudiants en quoi consiste la responsabilité morale, il semble préférable de les laisser définir comment exploiter leurs talents, leurs compétences, leurs savoir-faire.

Or, il me semble que cette option pour la liberté négative est arrivée à un point où elle crée plus de dégâts qu'elle ne permet d'en éviter. En déniait systématiquement à l'université le droit de souligner l'intérêt d'une mentalité morale et culturelle de qualité, on renforce l'impression que la façon

L'intérêt pour la culture et la morale a été délibérément négligé ; les dommages causés ne peuvent être sous-estimés

dont quelqu'un crée sa vie n'a finalement aucune importance.

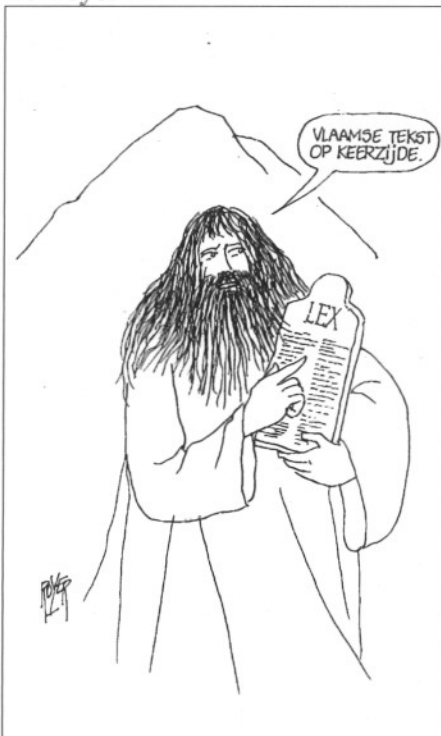
Discréditer les jugements de valeur a surtout un effet défavorable sur les groupes socio-économiques les plus fragiles de notre société, caractérisés par une grande séduction pour la gratification immédiate. Alimentation malsaine, divertissement audiovisuel de masse, médias à sensation, mais aussi comportements d'achat immodérés et emprunts à répétition y sont la norme. La « culture » de ces groupes socio-économiques ne les incite pas à refouler leurs comportements impulsifs ni à peser le pour et le contre, à analyser et encorer moins à planifier. Dans ce genre de « culture », les projets à long terme sont inexistantes.

En donnant à ces groupes l'impression que responsabilité et culture n'ont aucune importance, on les prive d'un idéal qui pourrait être une issue aux inégalités sociales dont ces « sous-cultures » favorisent le développement.

Dans nos universités, l'intérêt pour la culture et la morale a été délibérément négligé en raison d'une option « politiquement correcte » pour la liberté négative. Les citoyens formés dans nos universités se replient dès lors davantage sur leurs sphères de vie personnelles et ne se sentent nullement responsables de la culture de leur société dans son ensemble ni des inégalités sociales. Les dommages ainsi causés ne peuvent être sous-estimés.

C'est pourquoi il s'impose que nos universités se réapproprient la tâche d'apprendre à leurs étudiants ce qui rend une vie réellement intéressante et ce qui fait l'importance de la morale et de la culture. ■

Le Royer



6^e FORUM ÉTHIQUE DE LA FONDATION UNIVERSITAIRE

Is it wrong to teach what is right and wrong ?

Financés par des pouvoirs publics « neutres » et s'adressant à un public de plus en plus divers, les universités doivent-elles se limiter à former des professionnels compétents ? Ou doivent-elles inclure à leurs étudiants des valeurs morales ? Tel est le thème du sixième Forum éthique de la Fondation universitaire, qui se tiendra jeudi 29 novembre, de 14 à 18 heures, au siège de la Fondation, 11 rue d'Egmont, à Bruxelles. Exposé en anglais. Inscription gratuite mais obligatoire. Renseignements : www.universityfoundation.be ; tél. : 02-545.04.00.